



CONTRAT DE PARTENARIAT INSTALLATEUR « PARTENAIRE AGIR PLUS D'EDF »

Conditions d'Application de l'offre Isolation

Pour la promotion de l'isolation dans le résidentiel et le tertiaire sur le territoire de la Guadeloupe à compter du 17 janvier 2019



Programme en faveur
d'Energie piloté par le

1 CONTEXTE ET OBJET DE L'OFFRE ISOLATION

Le caractère électrique insulaire de la Guadeloupe, ses contraintes géographiques, les limites de ses infrastructures portuaires et routières, imposent le recours à des solutions technologiques spécifiques, à l'origine de coûts de production d'électricité sensiblement plus élevés qu'en métropole continentale. Pour réduire ces surcoûts de production et les charges de service public de l'énergie (SPE) qui financent la péréquation tarifaire dans ces zones, la loi de finances rectificative pour 2012, en modifiant l'article L. 121-7 du code de l'énergie, a étendu le périmètre des coûts relevant des charges de SPE aux coûts supportés dans les ZNI par EDF du fait de la mise en œuvre d'actions de maîtrise de la demande d'électricité (MDE), dans la limite des surcoûts de production qu'elles permettent d'éviter.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a recommandé à la collectivité de Guadeloupe de constituer avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), EDF et la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) un comité territorial consacré à la MDE. Ce Comité MDE a transmis à la CRE un dossier d'analyse des actions de MDE susceptibles d'être déployées dans le territoire. Ce dossier contient pour chaque action les éléments nécessaires à l'évaluation de la prime optimale à verser aux clients pour sa mise en œuvre ainsi que ceux qui justifient que la solution technique envisagée pour l'action de maîtrise de la demande considérée soit parmi les meilleures techniques disponibles au regard à la fois du nombre de kilowattheures évités, du coût par kilowattheure évité et de la durée de l'action envisagée. »,

Au regard de ce dossier la CRE a adopté un cadre territorial de compensation qui définit les actions retenues et leurs caractéristiques (nature de l'action, primes optimales, clients concernés, niveau de performance, ...). Ce cadre intègre et complète le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour les actions relevant également de ce dispositif.

L'offre Isolation s'inscrit dans cette démarche. Elle a pour but de favoriser la rénovation des bâtiments existants sur le territoire de la Guadeloupe en les isolant et de ce fait contribuer à la réduction de la consommation d'énergie électrique.

L'offre Isolation s'appuie sur les actions du cadre territorial de compensation suivantes actées par la CRE dans sa délibération du 17 janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion :

- Isolation des toitures / Particulier
- isolation des murs / Particulier
- Isolation des toitures / Entreprise
- isolation des murs / Entreprise

Les présentes Conditions d'Application ont pour objet de définir les conditions du partenariat entre EDF et l'Entreprise Partenaire Agir Plus d'EDF (ci-après l' « Entreprise ») pour l'offre Isolation.

2 SYNTHESE DE L'OFFRE ISOLATION

Peut bénéficier de l'offre Isolation, tout client de l'Entreprise ayant acquis et fait installer l'isolation sur le territoire de la Guadeloupe sous réserve de la signature d'une convention entre ces collectivités et l'état

Terminologie :

- **R** : représente la Résistance thermique d'un isolant. Il exprime la capacité d'un matériau à résister au froid et au chaud. Exprimé en $m^2.K/W$ (Kelvin par Watt), l'indice R s'obtient par le rapport de l'épaisseur en mètres sur la conductivité thermique du matériau.
- **Bâtiment existant** : bâtiment pour lequel la date d'achèvement des travaux remonte à plus de 2 ans.

Clients et travaux concernés :

Secteur Critères	Résidentiel	Tertiaire / Industrie
Type de bâtiments	Maisons individuelles ou appartements existants ou neufs en résidence principale, secondaire et/ou locative	Locaux existants ou neufs réservés à une utilisation professionnelle
Travaux concernés	ISOLATION DE TOITURES Mise en place d'une isolation thermique en toiture	
	ISOLATION DES MURS Mise en place d'une isolation pour les murs	

Critères techniques :

Les matériaux doivent avoir les propriétés suivantes :

- une garantie de qualité de la certification ACERMI ou un avis technique valide du CSTB,
- une résistance thermique supérieure ou égale à 1,5 m².K/W dans le résidentiel et 1,2 m².K/W pour les professionnels

Ils doivent être installés par un professionnel.

Primes économies d'énergie :

Prime économies d'énergie :

Secteurs	Types	Combles toitures	Murs
Résidentiel / Tertiaire / Industrie		12 € / m ²	8 € / m ²

Prime économies d'énergie « précarité-modeste » :

Secteurs	Types	Combles toitures	Murs
Résidentiel		16 € / m ²	8 € / m ²

Mise en œuvre opérationnelle de l'offre Isolation :

La mise en œuvre de l'offre s'appuie sur les Conditions Générales du Contrat de partenariat Installateur Agir Plus d'EDF.

Les différents articles de ces dernières sont complétés par les éléments suivants qui précisent et détaillent les critères d'éligibilité de l'offre isolation.

3 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DES CONDITIONS GENERALES SPECIFIQUES A L'OFFRE ISOLATION

3.1 Complément de l'article 3 des CG : compétences métier et assurances professionnelles

L'Entreprise s'engage à :

- avoir les compétences requises pour réaliser des travaux d'isolation dans les règles de l'art et de sécurité ;
- reconnaître avoir été averti des responsabilités professionnelles qui lui incombent (attestation d'assurance Responsabilité civile) ;
- se conformer aux règles et prescriptions attachées aux travaux qu'il réalise (règles de l'art, règles de sécurité dont notamment « travail en hauteur », DTU, Avis Techniques, préconisations fournisseur d'isolants ...) ;
- Etre titulaire de polices d'assurances nécessaires valides se rapportant à ses domaines d'activités et être en mesure de la présenter à tout moment à EDF ;
- Etre à jour de ses obligations sociales et fiscales.
- Être titulaire d'une certification RGE « Reconnu Garant de l'Environnement » en cours de validité, dans les domaines de travaux suivants :
 - o *Pose de matériaux d'isolant thermique des parois opaques, pour ce qui concerne les murs en façade ou en pignon*
 - o *Pose de matériaux d'isolation thermique des parois opaques, pour ce qui concerne les toitures-terrasses, les rampants de toitures et les plafonds de combles.*

L'Entreprise doit transmettre chaque année les documents suivants :

- o une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité
- o une attestation d'assurance décennale en cours de validité
- o une attestation en cours de validité pour le signe de qualité RGE
- o KBIS de moins de 3 mois
- o Attestation sociale et fiscale en cours de validité

En cas de sous-traitance, l'Entreprise doit :

- faire appel exclusivement pour l'installation de l'isolation ou de la toiture performante à des installateurs qualifiés disposant d'un signe de qualité RGE, valide à la date d'engagement des travaux, sur les domaines concernés et remettre à EDF le certificat qualité correspondant

3.2 Complément de l'article 4 des CG : formation / information

A l'adhésion, l'**Entreprise** recevra une formation dispensée par l'animateur filière EDF sur les enjeux énergétiques de la Guadeloupe sur le partenariat EDF/Installateur partenaire Agir Plus d'EDF, sur le montage des dossiers –permettant le versement de la Prime économie d'énergie. Tous les documents nécessaires au bon fonctionnement du partenariat seront remis à l'Entreprise à la signature de la convention ;

L'Entreprise sera formée par EDF à l'utilisation de l'outil de pilotage extranet permettant le dépôt des dossiers. A l'issue de cette formation, un numéro d'agrément sera remis à l'Entreprise.

3.3 Complément de l'article 5 des CG : démarche commerciale

Mécanisme général de mise en œuvre de l'offre Isolation par les parties

L'Entreprise s'engage à :

- rappeler le client dans les 48 heures après réception d'une demande de devis ;
- présenter et promouvoir auprès de ses clients l'Offre Isolation en assurant une information sur :
 - o les atouts de l'isolation ;
 - o les différents types de travaux d'isolation primés (mur, toit) ;
 - o les matériels isolants ;
 - o les Primes économies d'énergie basées sur la prime optimale définie dans le cadre de compensation de la Guadeloupe validé par le comité MDE ;
 - o les conditions d'obtention de ces primes.
- Remettre à ses clients les documents commerciaux relatifs à l'Offre Isolation ;

- Conseiller ses clients sur les travaux d'isolation qu'ils souhaitent entreprendre en leur proposant la solution technique la plus adaptée à leur projet de rénovation ;
- Evaluer la bonne épaisseur d'isolant à poser pour respecter les conditions techniques de l'offre ;
- Proposer au client un isolant thermique correspondant au critère technique fourni par EDF ;
- Présente, sous huit (8) jours maximum, un devis détaillé à son client en faisant apparaître clairement la Prime économies d'énergie, son montant à déduire ainsi le cas échéant que ses modalités de calcul, ainsi que le cadre de contribution si le bénéficiaire est une personne physique ou un syndic de copropriété ;
- fait signer le devis à son client ainsi qu'une attestation sur l'honneur (signée bénéficiaire de l'opération) ;
- réalise les travaux en respectant les conditions de l'article 3.4 des présentes Conditions d'Application puis signe elle-même l'attestation sur l'honneur. La date de signature doit être postérieure à la réalisation des travaux ;
- met en service l'installation en respectant les conditions de l'article 3.5 ;
- constitue le dossier client pour obtenir le remboursement des Primes économies d'énergie, dans le respect de l'article 3.7.

Critères techniques

Les travaux susceptibles d'être réalisés sont à minima conformes aux exigences des fiches d'opérations standardisées CEE suivantes :

- BAR-EN-106 : Isolation de combles ou de toitures (DOM) ; bâtiments résidentiels existants ou neufs
- BAR-EN-107 : Isolation des murs (DOM) ; bâtiments résidentiels existants ou neufs
- BAR-EN-109 : Réduction des apports solaires par la toiture (France d'outre-mer)
- BAT-EN-106 : Isolation de combles ou de toitures (DOM) ; bâtiments tertiaires existants ou neufs
- BAT-EN-108 : Isolation des murs (DOM) ; bâtiments tertiaires existants ou neufs
- BAT-EN-109 : Réduction des apports solaires par la toiture (France d'outre-mer)
- IND-EN-102 : Isolation toitures (DOM) bâtiments industriels existants ou neufs

Le détail de ces fiches est disponible sur le site du ministère de l'environnement.

Les isolants doivent posséder des caractéristiques de performances suivantes :

- La résistance thermique est supérieure ou égale à 1,5 m².K/W dans les bâtiments résidentiels et à 1,2 m².K/W pour les bâtiments réservés à des usages professionnels. Elle est évaluée selon les normes suivantes :
 - o pour les isolants non réfléchissants : normes NF EN 12664, NF EN 12667 ou NF EN 12939 ;
 - o pour les isolants réfléchissants : norme NF EN 16012.
- un bon comportement au feu (de M0 à M3),
- une bonne longévité,
- une bonne résistance à la déformation,
- une isolation préservée en cas d'humidité.

validés soit par :

- la marque de certification de produit ACERMI ;
- un avis technique valide du CSTB avec suivi CTAT (Comité Technique de l'Avis Technique) ;
- un document technique d'application (DTA) valide du CSTB avec suivi CTAT ;
- des caractéristiques de performances et de qualités équivalentes établies par un organisme établi dans l'Espace économique européen et accrédité selon les normes figurant dans les fiches CEE Outre-Mer isolation.

Ils doivent être installés par un professionnel

Primes économies d'énergie :

EDF verse une Prime économie d'énergie, soutien public versé par EDF permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Guadeloupe en application de la délibération CRE du 2 février 2017 intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie en fonction du type de pose et de la catégorie de client. Chaque prime est à répercuter intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un isolant dans les conditions de l'offre.

Le montant des Primes économies d'énergie est basé sur la prime optimale définie dans le cadre de compensation de la Guadeloupe validé par le comité MDE pour les actions cité dans le paragraphe 1. Elle est différenciée selon la puissance de l'appareil posé comme indiqué à l'article 2.

Conditions pour pouvoir bénéficier de la Prime économies d'énergie «Précarité-modeste» :

Soumis à conditions de revenus de l'ensemble des personnes habitant le même foyer, telles que définies par l'arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie :

Nombre de personnes composant le ménage	Plafonds de revenus du ménage
1	18 960 €
2	27 729 €
3	33 346 €
4	38 958 €
5	44 592 €
Par personne supplémentaire	+ 5 617 €

Justificatifs à fournir pour l'attribution de la Prime économies d'énergie «Précarité-modeste» :

- Justificatif de ressources :

- o Le ou les avis d'imposition ou de non-imposition de chaque foyer fiscal intégré au ménage au titre des revenus de l'année N-1 ou de l'année N-2 par rapport à la date de référence (date d'acceptation du devis); pour les personnes non-imposables, est accepté le document intitulé « Avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu – Valant avis d'impôt » ou
- o L'attestation accompagnant le chèque énergie prévu à l'article L. 124-1 du code de l'énergie, dont l'échéance d'utilisation est postérieure à la date de référence (date d'acceptation du devis) justifiant une situation de grande précarité.

Exemple de dossier avec avis d'imposition comme justificatif de ressources :

- o Devis accepté et signé le 01/02/2019 : N-1 pas disponible ; N-2 = avis d'imposition 2018 sur les revenus de 2017
- o Devis accepté et signé le 03/09/2019 : N-1 = avis d'imposition 2019 sur les revenus de 2018 ; N-2 = avis d'imposition 2018 sur les revenus de 2017

- Si nécessaire un document attestant de la correspondance entre l'adresse des travaux et l'adresse du justificatif de ressource. Quatre cas de figure :

- o Le bénéficiaire des CEE est en situation de précarité et est le locataire du logement où sont réalisés les travaux : l'adresse mentionnée sur le justificatif de ressource doit être la même que l'adresse des travaux (1) ;
- o le bénéficiaire est en situation de précarité, est le propriétaire du logement où sont réalisés les travaux et ce logement est sa résidence principale : l'adresse mentionné sur le justificatif de précarité est l'adresse des travaux (1) ;
- o le bénéficiaire en situation de précarité, est le propriétaire du logement où sont réalisés les travaux et ce logement n'est pas sa résidence principale (résidence secondaire ou location à un tiers): l'adresse mentionnée sur le justificatif de ressource est l'adresse du logement principale et le bénéficiaire fournit le ou les documents justifiant la concordance entre le client et l'adresse des travaux (2) ;
- o le bénéficiaire n'est pas en situation de précarité et le logement où sont réalisés les travaux est occupé par au moins un ménage en situation de précarité : l'adresse du justificatif de ressource est l'adresse des travaux et le bénéficiaire fournit le ou les documents justifiant la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse des travaux (2).

(1) Documents complémentaires à fournir en cas de déménagement du ménage en situation de précarité dans les trois (3) mois précédant la signature du devis :

- o Bail locatif ou acte notarié de propriété à l'adresse des travaux datant de moins de moins de trois (3) mois
- o Facture EDF à l'adresse des travaux datant de moins de moins de trois (3) mois

au nom du ménage en situation de précarité

(2) Documents complémentaires à fournir pour justifier la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse de travaux :

- titre de propriété ou acte notarié ou
 - permis de construire ou
 - certificat d'adressage ou
 - demande de raccordement EDF ou
 - taxe foncière
- faisant apparaître le nom du bénéficiaire de l'opération

ET

- bail locatif ou certificat d'hébergement à l'adresse des travaux et
 - facture EDF à l'adresse des travaux
- au nom du ménage en situation de précarité

La prime est destinée à l'investisseur (promoteurs immobiliers, particuliers, entreprises ou collectivités).

En règle générale, la participation financière d'EDF ne s'applique pas aux bâtiments résidentiels, tertiaires, industriels bénéficiant d'une subvention financière de l'ADEME. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

De même en règle générale, la présente convention ne s'applique pas si l'investisseur ou le co-financeur est l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat). Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

Les primes sont répercutées intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un isolant dans les conditions requises. La Prime économies d'énergie pour l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est à ce titre pas soumise à TVA. Elle sera donc déduite du montant TTC du devis et de la facture quand la TVA n'est pas déductible ou du montant HT dans le cas contraire.

La Prime économies d'énergie ne pourra pas dépasser le montant de la facture du partenaire.

Par exemple, pour une facture d'un montant de 1 100€HT pour l'isolation de 100m² de toiture, la Prime économies d'énergie isolation de combles précaires sera de 1 100€ et non 1 500€ HT.

Une installation ayant déjà bénéficiée de la Prime économies d'énergie ne pourra pas en bénéficier de nouveau pour les mêmes travaux pendant la durée de vie des installations, soit 30 ans.

Un bilan périodique des résultats obtenus sera réalisé entre EDF et les partenaires Agir Plus d'EDF. Le montant de la Prime économies d'énergie est susceptible d'évoluer en fonction de l'efficacité de cette prime.

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif, l'Entreprise s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel qu'elle serait amenée à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention. A l'exception de la transmission à EDF notamment au travers des pièces justificatives, l'Entreprise s'engage à ne les divulguer en aucun cas, sous aucune forme, à quiconque.

3.4 Complément de l'article 6 des CG : réalisation des travaux

L'Entreprise s'engage à :

- Réaliser les travaux d'isolation dans les règles de l'art et le respect de la réglementation et notamment :
 - Le respect des DTA, DTU, AT, (etc...) conformément au système choisi ;
 - La vérification de l'étanchéité de la toiture et des murs avant la pose du système pour éviter les infiltrations d'eau liquide dans les parois.
 - la sélection des méthodes de travail permettant de réduire au minimum l'exposition aux émissions de fibres et de poussière ;
 - l'évaluation de la bonne épaisseur de l'isolant en suivant les recommandations issues de la formation sur l'isolation ;
 - le respect des règles relatives au travail en hauteur, ainsi que les règles de sécurité sanitaire préconisées par le fabricant de l'isolant.
- à informer EDF par tous moyens de la date de début des travaux afin d'organiser des visites de contrôle en cours du chantier.
- Respecter les délais convenus avec le client et réaliser les travaux dans un délai de douze (12) mois suivant la signature du devis. Passé ce délai, EDF ne garantit plus le remboursement de la Prime économies d'énergie.
- Réaliser les travaux d'isolation dans les règles de l'art et le respect de la réglementation

3.5 Complément de l'article 7 des CG : livraison – mise en main – après-vente

- **L'Entreprise s'engage à :** livrer l'installation en respectant notamment les points suivants :
 - o Inviter le client à régler une température de consigne adaptée ;
 - o Assurer au client une garantie décennale de 10 ans sur le matériel posé et intervenir sous 48 heures ouvrables.
- Livrer l'installation en assurant au client une garantie décennale de 10 ans sur le matériel posé et intervenir sous 48 heures ouvrables ;
- tenir EDF informée du déroulement de l'opération, et des réactions éventuelles des utilisateurs quant à leur satisfaction sur l'opération menée et les matériaux posés ;
- assurer la récupération et le traitement conforme des déchets issus de l'activité (récupération d'isolants obsolètes s'il s'agit d'un remplacement de matériel) ;
- informer des clients des autres possibilités permettant de faire des économies d'énergies (climatisation de classe A+++, conseil sur le bâti, éclairage performant, chauffe-eau solaire, etc...) ;
- informer les clients du passage éventuel d'un auditeur mandaté par EDF, après travaux, pour le contrôle de l'installation.

3.6 Complément de l'article 8 des CG : Qualité des travaux et suivi de la satisfaction client

Des contrôles sur site concernant au moins 5 % des installations annuelles de l'Entreprise seront réalisés par un auditeur désigné par EDF. Les contrôles seront effectués selon les modalités du cahier des charges validé par le comité MDE de Guadeloupe. Ce contrôle sera mis en place en continu par EDF sur la base des informations transmises au fil de l'eau via l'outil extranet. Le contrôle s'appuiera, pour le volet technique, sur les fiches de contrôle de la qualification Qualibat. Il portera notamment sur les points suivants :

- cohérence entre les éléments mentionnés dans les factures et ceux réellement présents sur l'installation ;
- absence de pare vapeur ;
- non-respect de la continuité de la pose de l'isolant pour éviter les ponts thermiques ;
- non-respect des lames d'air quand cela est nécessaire (notamment en toiture) ;
- non-respect de la bonne épaisseur d'isolant en tout point ;
- non-traitement des ponts thermiques quand cela est possible ;
- non-respect de l'esthétique du bâtiment.
- non-respect du calcul du facteur solaire

Dans le cas où les contrôles révéleraient des réserves (au sens des définitions des Conditions Générales), l'Entreprise en sera informée et devra tout mettre en œuvre pour la mise en conformité des installations, dans la semaine suivant la notification des réserves. Des contre-visites pourront être exigées par EDF.

Le remboursement de la Prime économies d'énergie ne sera réalisé qu'après la mise en conformité des installations, sauf dans le cas où une réserve majeure porte sur l'impossibilité de bénéficier de la Prime économies d'énergie pour lequel celle-ci ne sera pas remboursée à l'Entreprise.

Si l'installation a été modifiée par le client postérieurement aux travaux, la responsabilité de l'Entreprise ne sera pas engagée.

Le résultat de ce contrôle pourra également conditionner la poursuite par EDF, du partenariat avec l'Entreprise.

Article 3.7 : complément de l'article 9 des CG : Transmission de documents pour la validation des dossiers

Constitution des dossiers de l'offre Isolation par l'Entreprise

Pour chaque client, un dossier complet est composé des éléments comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Eléments du dossier Client

<p>Le devis ou bon de commande, conforme à la législation en vigueur mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'adresse des travaux ; - La Prime économies d'énergie suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de Guadeloupe intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la prime. <p><u>Pour la pose d'isolants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture et la pose d'isolant suivi de la surface posé ; - La nature, la marque, la référence complète de l'isolant posé et la référence de la certification Acermi ; - L'épaisseur et la résistance thermique mesurée selon la norme xxx (cf critère technique article 3/5). <p><u>Pour la mise en place d'un système de toiture assurant à lui seul le facteur solaire requis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place d'un système de toiture, permettant la réduction des apports solaires et la surface de toiture couverte par le dispositif ; - La nature, la marque, la référence complète du système posé ; - Le facteur solaire du système de toiture ; <p><u>Pour la pose d'éléments séparés dont la composition permet d'obtenir le facteur solaire requis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place d'une toiture, ou d'éléments de toiture, constituée d'éléments séparés permettant la réduction des apports solaires et la surface de toiture couverte par le dispositif ; - La liste des éléments constituant la toiture et leurs caractéristiques techniques (couleur ou coefficient d'absorption, résistance thermique, émissivité, ... selon la nature des matériaux). <p>- Les mentions: « bon pour accord » ou « devis accepté le », la date d'engagement et la signature du client obligatoirement manuscrites avec le cachet du client si c'est une personne morale.</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Si le chantier fait l'objet d'une sous-traitance :</p> <p><u>*le sous-traitant est connu à la création du devis :</u></p> <p>Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'entreprise xxxxx dont le numéro d'immatriculation est xxxx et la référence RGE est yyyy».</p> <p>(obligatoire pour les clients personnes physiques)</p> <p><u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis mais fait partie d'une liste définie de sous-traitant :</u></p> <p>Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'une des entreprises mentionnées ci-après » suivi de la liste des entreprises avec leurs numéros d'immatriculation et leur référence RGE (obligatoire pour les clients personnes physiques).</p> <p><u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis :</u></p> <p>Le partenaire ou l'entreprise titulaire du marché fait signer à son client pour acceptation en amont des travaux (au plus tard le jour de la réalisation) un document dans lequel il fait part de son intention de sous-traiter tout ou partie des travaux et précise l'entreprise sous-traitante et ses domaines de qualifications (dont RGE si les travaux l'exigent).</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>La facture client conforme à la législation en vigueur mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'adresse des travaux ; - La « Prime économies d'énergie (ou Prime économies d'énergie précarité si elle est justifiée), soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de Guadeloupe intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie » du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la prime. <p><u>Pour la pose d'isolant</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture et la pose d'isolant suivi de la surface posé ; - La nature, la marque, la référence complète de l'isolant posé et la référence de la certification Acermi ; - L'épaisseur et la résistance thermique mesurée selon la norme xxx (cf critère technique article 3.2). <p><u>Pour la mise en place d'un système de toiture assurant à lui seul le facteur solaire requis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place d'un système de toiture, permettant la réduction des apports solaires et la surface de toiture couverte par le dispositif ; - La nature, la marque, la référence complète du système posé ; - Le facteur solaire du système de toiture ; <p><u>Pour la pose d'éléments séparés dont la composition permet d'obtenir le facteur solaire requis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place d'une toiture, ou d'éléments de toiture, constituée d'éléments séparés permettant la réduction des apports solaires et la surface de toiture couverte par le dispositif ; - La liste des éléments constituant la toiture et leurs caractéristiques techniques (couleur ou coefficient d'absorption, résistance thermique, émissivité, ... selon la nature des matériaux). 	<input checked="" type="checkbox"/>

L'attestation sur l'honneur renseignée et signée par l'Entreprise et le client. La date d'engagement de l'opération est la date d'acceptation de réalisation de l'opération (ex : date du devis ou du bon de commande). La date de signature de l'Entreprise est postérieure à la réalisation des travaux. Attention ce document équivaut à un CERFA et ne doit en aucun cas être modifié. Dans le cas du versement de la Prime économies d'énergie précarité-modeste » on utilisera les modèles d'Attestation sur l'honneur avec les compléments suivants : - R1 si le bénéficiaire des travaux et l'occupant du logement où est réalisée l'installation sont les mêmes - R2 si le bénéficiaire des travaux et l'occupant du logement où est réalisée l'installation sont différents (locataire par exemple)	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les personnes physiques et les syndicats de copropriété, le cadre de contribution devra être transmis	<input checked="" type="checkbox"/>
La Certification (RGE) Reconnu Garant de l'Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
L'avis technique ou la fiche ACERMI des isolants posés	<input checked="" type="checkbox"/>
Si le client bénéficie de la Prime économies d'énergie précarité-modeste, l'Entreprise transmet: le justificatif de ressource et si nécessaire un document complémentaire qui prouve le lien entre le bénéficiaire et l'adresse de pose (cf. cas de figure article 3.3 justificatif de précarité énergétique)	<input checked="" type="checkbox"/>
Une photo de l'installation	<input checked="" type="checkbox"/>

Transmission par l'Entreprise des dossiers Isolation et validation par EDF

Les dossiers de l'offre Isolation sont à transmettre par l'Entreprise à EDF via un outil de pilotage extranet sécurisé au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de fin des travaux. Passé ce délai, la Prime économies d'énergie correspondante ne pourra plus être réclamée par l'Entreprise à EDF.

L'Entreprise devra y saisir ses affaires, scanner les dossiers d'une taille unitaire maximale de 1 Mo, constituer ses bons de remboursement et suivre l'état d'avancement de ses remboursements.

Tout dossier incomplet, comportant des ratures ou modifications apparentes, ou présentant des non-conformités par rapport aux attentes ne sera pas accepté et n'ouvrira donc pas droit à remboursement. Une demande de complément ou de correction sera alors demandée par EDF.

Les dossiers non conformes feront l'objet d'une demande de complément ou de correction transmise à l'Entreprise par EDF via mail indiquant la (les) non-conformité(s) à corriger sous un délai de dix (10) jours ouvrés.

L'Entreprise s'engage à monter des dossiers de qualité. Ainsi, EDF se réserve le droit de refuser de valider tout dossier ayant été déjà refusé trois (3) fois pour causes de pièces incomplètes ou invalides.

EDF s'engage à valider chaque dossier dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de l'ensemble des pièces conformes.

Modalités de remboursement à l'Entreprise des Primes économies d'énergie

L'Entreprise établit une facture mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie avancées correspondante aux dossiers Isolation complets déposés et validés par EDF, qu'il doit scanner et déposer au plus tard le dix (10) du mois M+1 sur le portail extranet partenaire.

La facture devra :

- Porter précisément et exclusivement sur les dossiers validés ;
- Mentionner le numéro du Bon de Remboursement affecté lors de chaque saisie dans le portail extranet partenaire ;
- Faire apparaître distinctement la Prime économies d'énergie. La Prime économies d'énergie, en tant qu'aide à l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est pas soumise à TVA ;
- Mentionner toute taxe additionnelle.

Au regard du suivi comptable mis en place par EDF, une régularité de la facturation de l'Entreprise est indispensable.

Dans tous les cas, le paiement effectif des Primes économies d'énergie et par conséquent le maintien du partenariat sera conditionné par les résultats des contrôles comme définis à l'article 8 des Conditions générales.

L'entreprise devra également adresser à son interlocuteur EDF chargé du suivi de la présente convention, une copie de la facture par messagerie électronique.

La dépense afférente est mandatée et liquidée par EDF qui engage le paiement à trente (30) jours à date de réception de facture par virement bancaire sur le compte .

Code Banque : ****
Code Guichet : ****
N° du Compte : **** Clé RIB : **
Nom de la Banque : **
Adresse de la banque : ***

L'Entreprise transmet directement, chaque mois, l'original de la facture récapitulative des Prime économies d'énergie dues à :

EDF SA SCANLAD NORD OUEST
BP N°11101
76174 ROUEN CEDEX

Elle devra signaler à son interlocuteur EDF toute modification de SIRET afin de mettre à jour le système de comptabilité et ainsi garantir le paiement des primes.

Important :

Dans le cadre de ses relations commerciales permanentes avec les consommateurs d'électricité (notamment les clients entreprises et collectivités), EDF est susceptible de passer des conventions de partenariat MDE directement avec ces clients. Ces conventions peuvent prévoir le versement des Primes économies d'énergie. Il est entendu que les isolants faisant déjà l'objet de versement des Primes économies d'énergie au travers d'une convention de partenariat MDE conclue entre EDF et le client ne peuvent faire l'objet d'une seconde Prime économies d'énergie versée dans le cadre du contrat de partenariat Installateur d'Agir Plus d'EDF ». Afin d'éviter ce risque de doublon, l'Entreprise doit vérifier auprès de son client que celui-ci n'a pas déjà signé une convention MDE avec EDF, portant sur le versement des Primes économies d'énergie pour les isolants concernés.

3.8 Complément de l'article 10 des CG : Autorisation d'utilisation de la marque EDF

EDF est propriétaire de tous les supports, logotypes (Contrat de partenariat Installateur Agir Plus d'EDF et supports publicitaires), slogans des campagnes de communication liées à l'opération. Elle pourra, à la demande de l'Entreprise, l'autoriser à utiliser ces supports pour des opérations commerciales ou des communications conformes au Contrat de partenariat Installateur Agir Plus d'EDF (insertion du logo de l'Offre sur papier à en tête, devis, marquage sur véhicule, etc.).

Dans tous les cas de figure, toute utilisation par l'Entreprise des supports, après une demande écrite adressée à EDF, devra faire l'objet d'un accord écrit par EDF.

3.9 Complément de l'article 15 des CG : Suspension et résiliation du contrat

Le taux de réserve mineure est de 20 % des dossiers contrôlés. Au-delà de ce taux, EDF pourra résilier le contrat de partenariat.

Pour les réserves majeures,

- La **première** réserve majeure constatée entraînera l'émission d'un courrier d'avertissement ;
 - La **deuxième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de trois (3) mois ;
 - La **troisième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de six (6) mois
- La **quatrième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée d'un (1) an ;

Toute réserve relevant d'une fraude manifeste entrainera la résiliation du contrat de partenariat.